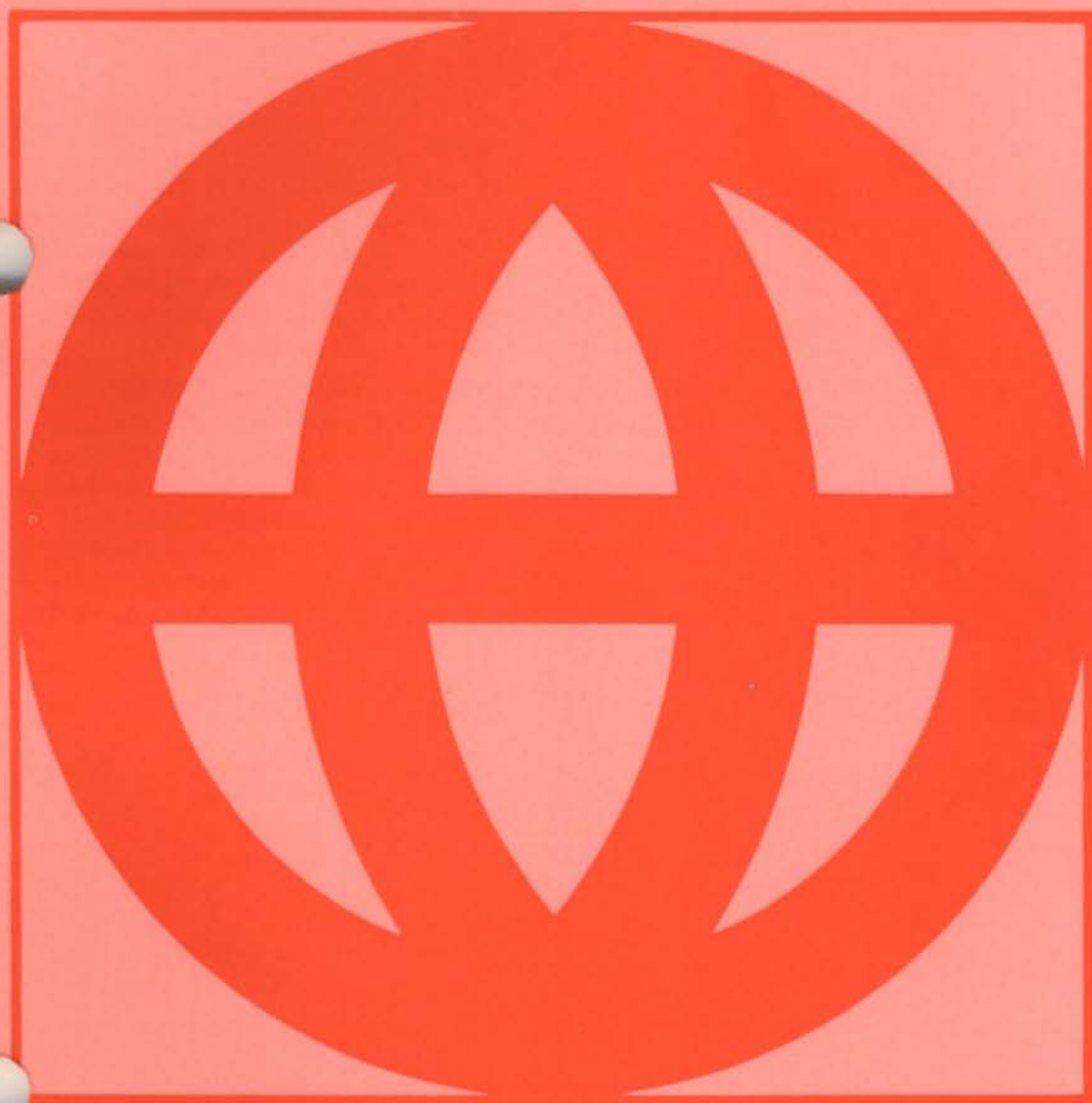


CIRDI Centre international
pour le règlement des différends
relatifs aux investissements

Seizième rapport annuel 1981/1982



CIRDI
Seizième rapport annuel 1981/1982

Table des matières

	<i>Page</i>
Lettre de transmission	2
Membres	3
Activités promotionnelles	3
Référénds soumis au Centre	3
Finances	4
Annexes	
1. Liste des Etats contractants et signataires de la Convention	5
2. Membres du Conseil administratif et principaux fonctionnaires du Centre ..	7
3. Listes de conciliateurs et d'arbitres	8
4. Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements	21
5. Résolutions du Conseil administratif	36
6. Etats financiers	37
7. Publications du CIRDI	39

Centre international pour le règlement des
différends relatifs aux investissements

le 16 août 1982

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 4(4) du Règlement administratif et financier, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil administratif le rapport annuel sur les activités du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, requis par l'article 6(1)(g) de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats. Ce seizième rapport annuel couvre l'exercice allant du 1^{er} juillet 1981 au 30 juin 1982.

Le rapport comprend les états financiers du Centre dûment vérifiés, présentés en vertu de l'article 18 du Règlement administratif et financier.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



H. Golsong
Secrétaire général

Monsieur A. W. Clausen
Président
Conseil administratif
Centre international pour le règlement des
différends relatifs aux investissements

Membres

Au cours de l'année fiscale écoulée, la Convention a été signée par le Paraguay le 27 juillet 1981, par Costa Rica le 29 septembre 1981, par les Emirats Arabes Unis le 23 décembre 1981 et par El Salvador le 9 juin 1982, ce qui a porté à 88 le nombre des Etats signataires. Les Emirats Arabes Unis ont déposé leur instrument de ratification le 23 décembre 1981, ce qui a porté à 81 le nombre des Etats contractants.

Activités promotionnelles

En vue de faciliter la tâche des utilisateurs des facilités mises à leur disposition par le Centre, le Centre a procédé à une révision intégrale de ses clauses modèles. Celles-ci ont fait l'objet d'une nouvelle publication (CIRDI/5/Rev.1). Toutes les publications du Centre paraissent maintenant dans les trois langues officielles, anglais, espagnol et français.

Le 21 janvier 1982 le Centre a organisé, avec l'aide de UNIDROIT et de l'Association Italienne d'Arbitrage un colloque, tenu au siège de l'UNIDROIT, intitulé "Investissements étrangers et règlement des différends selon la Convention de Washington de 1965." Un nombre important d'hommes d'affaires, de magistrats, de représentants de gouvernements et de spécialistes de l'arbitrage international étaient présents. Les débats ont montré que les participants avaient une excellente connaissance des aspects originaux du Centre. Les mémoires présentés à ce colloque ainsi que le résumé des débats ont fait l'objet prochainement de la publication dans la Revue Italienne de l'Arbitrage.

Un nombre sensiblement accru de questions concernant les modalités pratiques de

l'utilisation du Centre a été reçu par le Secrétariat. Ceci montre clairement un nouvel intérêt à l'égard du Centre de la part de certains gouvernements et des investisseurs.

Différends soumis au Centre¹

(1) *AMCO Asia Corporation, Pan American Development Ltd. et P.T. AMCO Indonesia c. Gouvernement de l'Indonésie* (Affaire ARB/81/1)

Le 25 mars 1982 M. Edward Rubin (canadien), nommé par le demandeur, accepte sa nomination d'arbitre.

Le 29 mars 1982 M. Isi Foighel (danois), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d'arbitre.

Le 30 mars 1982 M. Berthold Goldman (français), nommé par le Président du Conseil administratif, accepte sa nomination d'arbitre et sa désignation de Président du Tribunal.

Le 31 mars 1982 la constitution du Tribunal est notifiée aux parties.

(2) *Klöckner Industrie-Anlagen GmbH, Klöckner Belge, S.A. et Klöckner Handelsmaatschappij B.V. c. République Unie du Cameroun et Société Camerounaise des Engrais (SOCAME) S.A.* (Affaire ARB/81/2)

Le 22 septembre 1981 William D. Rogers, Esq. (américain), nommé par les défenderesses, accepte sa nomination d'arbitre.

Le 1er octobre 1981 Me Dominique Schmidt (français), nommé par les demandereses, accepte sa nomination d'arbitre.

Le 15 octobre 1981 Dr. Eduardo Jimenez de Arechaga (uruguayen), nommé par accord des arbitres, accepte sa nomination

¹ L'annexe 6 du quinzième rapport annuel reproduit des informations détaillées sur la procédure relative aux affaires soumises au Centre au 30 juin 1981.

d'arbitre et sa désignation de Président du Tribunal.

Le 26 octobre 1981 la constitution du Tribunal et l'ouverture de l'instance sont notifiées aux parties.

Le 22 novembre 1981 la session préliminaire du Tribunal est tenue sans les parties.

Le 23 novembre 1981 la première session du Tribunal est tenue à New York City en présence des parties. Le Tribunal rend l'Ordonnance de Procédure No. 1.

Le 15 décembre 1981 le Centre reçoit la désignation *ad hoc* de la SOCAME en vertu de l'Art. 25(1) de la Convention et l'approbation du gouvernement de la participation de la SOCAME à l'instance.

Le 21 décembre 1981 le Centre reçoit le mémoire et la documentation y relative des demanderesses.

Le 15 juin 1982 le Centre reçoit le contre-mémoire et la documentation y relative des défenderesses.

Finances

Les états financiers du Centre pour l'exercice 1982 figurent à l'Annexe 6. Les dépenses du Centre ont été cette année encore entièrement couvertes à l'aide des services, locaux et équipement fournis gratuitement par la Banque Mondiale en vertu du Mémoire sur les arrangements administratifs conclus entre la Banque et le Centre en février 1967² et par les recettes provenant de la vente de publications. Il n'a donc pas été nécessaire de faire supporter des dépenses excédentaires par les Etats contractants en vertu de l'article 17 de la Convention.

Les dépenses du Centre liées aux procédures d'arbitrage en cours sont à la charge des parties, conformément au Règlement Administratif et Financier du Centre. En vertu de ce Règlement, le Secrétaire général invite les parties à verser de temps à des acomptes afin de couvrir ces dépenses.

² Dont le texte figure en Annexe 5 au Premier rapport annuel, sous la cote AC(IM)RES/3.

Liste des Etats contractants et signataires de la Convention

(au 30 juin 1982)

Les 88 Etats qui figurent sur la liste ci-dessous ont signé la Convention aux dates indiquées. Le nom des 81 Etats qui ont déposé leurs instruments de ratification est en majuscules, et les dates du dépôt ainsi que de l'accession au statut d'Etat contractant par l'entrée en vigueur de la Convention en ce qui concerne chacun d'eux sont également indiquées.¹

Etat	Signature	Dépôt des instruments de ratification	Entrée en vigueur de la Convention
AFGHANISTAN	30 sept. 1966	25 juin 1968	25 juil. 1968
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'	27 jan. 1966	18 avr. 1969	18 mai 1969 ²
ARABIE SAOUDITE	28 sept. 1979	8 mai 1980	7 juin 1980
Australie	24 mars 1975		
AUTRICHE	17 mai 1966	25 mai 1971	24 juin 1971
BANGLADESH	20 nov. 1979	27 mars 1980	26 avr. 1980
Barbade	13 mai 1981		
BELGIQUE	15 déc. 1965	27 août 1970	26 sept. 1970
BENIN, REPUBLIQUE POPULAIRE DU	10 sept. 1965	6 sept. 1966	14 oct. 1966
BOTSWANA	15 jan. 1970	15 jan. 1970	14 fév. 1970
BURUNDI	17 fév. 1967	5 nov. 1969	5 déc. 1969
CAMEROUN	23 sept. 1965	3 jan. 1967	2 fév. 1967
CHYPRE	9 mars 1966	25 nov. 1966	25 déc. 1966
COMORES	26 sept. 1978	7 nov. 1978	7 déc. 1978
CONGO, REPUBLIQUE POPULAIRE DU	27 déc. 1965	23 juin 1966	14 oct. 1966
CORÉE, REPUBLIQUE DE	18 avr. 1966	21 fév. 1967	23 mars 1967
Costa Rica	29 sept. 1981		
COTE D'IVOIRE	30 juin 1965	16 fév. 1966	14 oct. 1966
DANEMARK	11 oct. 1965	24 avr. 1968	24 mai 1968 ³
EGYPTE, REPUBLIQUE ARABE D'	11 fév. 1972	3 mai 1972	2 juin 1972
El Salvador	9 juin 1982		
EMIRATES ARABES UNIS	23 déc. 1981	23 déc. 1981	22 jan. 1982
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	27 août 1965	10 juin 1966	14 oct. 1966
Ethiopie	21 sept. 1965		
FIDJI	1 ^{er} juil. 1977	11 août 1977	10 sept. 1977
FINLANDE	14 juil. 1967	9 jan. 1969	8 fév. 1969
FRANCE	22 déc. 1965	21 août 1967	20 sept. 1967
GABON	21 sept. 1965	4 avr. 1966	14 oct. 1966
GAMBIE	1 ^{er} oct. 1974	27 déc. 1974	26 jan. 1975
GHANA	26 nov. 1965	13 juil. 1966	14 oct. 1966
GRECE	16 mars 1966	21 avr. 1969	21 mai 1969
GUINEE	27 août 1968	4 nov. 1968	4 déc. 1968
GUYANE	3 juil. 1969	11 juil. 1969	10 août 1969
HAUTE-VOLTA	16 sept. 1965	29 août 1966	14 oct. 1966
ILES SALOMON	12 nov. 1979	8 sept. 1981	8 oct. 1981
INDONÉSIE	16 fév. 1968	28 sept. 1968	28 oct. 1968
IRLANDE	30 août 1966	7 avr. 1981	7 mai 1981
ISLANDE	25 juil. 1966	25 juil. 1966	14 oct. 1966
Israëli	16 juin 1980		
ITALIE	18 nov. 1965	29 mars 1971	28 avr. 1971
JAMAÏQUE	23 juin 1965	9 sept. 1966	14 oct. 1966
JAPON	23 sept. 1965	17 août 1967	16 sept. 1967
JORDANIE	14 juil. 1972	30 oct. 1972	29 nov. 1972

(à suivre)

¹ La Convention fut signée au nom de la République de Chine le 13 janvier 1966 et fut ratifiée le décembre 1968.

Lors de sa quatorzième session annuelle, tenue le 2 octobre 1980, le Conseil administratif a examiné une communication reçue de la République populaire de Chine, a décidé que la République de Chine serait retirée de la liste des Etats contractants et a noté qu'en attendant que le Gouvernement de la République populaire de Chine aie étudié la possibilité d'adhérer à la Convention, la Chine n'était pas Etat contractant.

² Lors du dépôt de son instrument de ratification, l'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land Berlin.

³ Par notification reçue le 15 mai 1968 le Danemark a exclu les Iles Féroé; par notification reçue le 30 octobre 1968 le Danemark a étendu l'application de la Convention aux Iles Féroé à compter du 1^{er} janvier 1969.

Etat	Signature	Dépôt des instruments de ratification	Entrée en vigueur de la Convention
KENYA	24 mai 1966	3 jan. 1967	2 fév. 1967
KOWEÏT	9 fév. 1978	2 fév. 1979	4 mars 1979
LESOTHO	19 sept. 1968	8 juil. 1969	7 août 1969
LIBERIA	3 sept. 1965	16 juin 1970	16 juil. 1970
LUXEMBOURG	28 sept. 1965	30 juil. 1970	29 août 1970
MADAGASCAR	1 ^{er} juin 1966	6 sept. 1966	14 oct. 1966
MALAISIE	22 oct. 1965	8 août 1966	14 oct. 1966
MALAWI	9 juin 1966	23 août 1966	14 oct. 1966
MALI	9 avr. 1976	3 jan. 1978	2 fév. 1978
MAROC	11 oct. 1965	11 mai 1967	10 juin 1967
MAURICE	2 juin 1969	2 juin 1969	2 juil. 1969 ⁴
MAURITANIE	30 juil. 1965	11 jan. 1966	14 oct. 1966
NEPAL	28 sept. 1965	7 jan. 1969	6 fév. 1969
NIGER	23 août 1965	14 nov. 1966	14 déc. 1966
NIGERIA	13 juil. 1965	23 août 1965	14 oct. 1966
NORVEGE	24 juin 1966	16 août 1967	15 sept. 1967
NOUVELLE-ZELANDE	2 sept. 1970	2 avr. 1980	2 mai 1980 ⁵
OUGANDA	7 juin 1966	7 juin 1966	14 oct. 1966
PAKISTAN	6 juil. 1965	15 sept. 1966	15 oct. 1966
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	20 oct. 1978	20 oct. 1978	19 nov. 1978
Paraguay	27 juil. 1981		
PAYS-BAS	25 mai 1966	14 sept. 1966	14 oct. 1966
PHILIPPINES	26 sept. 1978	17 nov. 1978	17 déc. 1978
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	26 août 1965	23 fév. 1966	14 oct. 1966
ROUMANIE	6 sept. 1974	12 sept. 1975	12 oct. 1975
ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	26 mai 1965	19 déc. 1966	18 jan. 1967 ⁷
RWANDA	21 avr. 1978	15 oct. 1979	14 nov. 1979
SAMOA OCCIDENTAL	3 fév. 1978	25 avr. 1978	25 mai 1978
SENEGAL	26 sept. 1966	21 avr. 1967	21 mai 1967
SEYCHELLES	16 fév. 1978	20 mars 1978	19 avr. 1978
SIERRA LEONE	27 sept. 1965	2 août 1966	14 oct. 1966
SINGAPOUR	2 fév. 1968	14 oct. 1968	13 nov. 1968
SOMALIE	27 sept. 1965	29 fév. 1968	30 mars 1968
SOUAZILAND	3 nov. 1970	14 juin 1971	14 juil. 1971 ⁸
SOUDAN	15 mars 1967	9 avr. 1973	9 mai 1973
SRI LANKA	30 août 1967	12 oct. 1967	11 nov. 1967
SUEDE	25 sept. 1965	29 déc. 1966	28 jan. 1967
SUISSE	22 sept. 1967	15 mai 1968	14 juin 1968
TCHAD	12 mai 1966	29 août 1966	14 oct. 1966
TOGO	24 jan. 1966	11 août 1967	10 sept. 1967
TRINITE-ET-TOBAGO	5 oct. 1966	3 jan. 1967	2 fév. 1967
TUNISIE	5 mai 1965	22 juin 1966	14 oct. 1966
YUGOSLAVIE	21 mars 1967	21 mars 1967	20 avr. 1967
ZAIRE	29 oct. 1968	29 avr. 1970	29 mai 1970
ZAMBIE	17 juin 1970	17 juin 1970	17 juil. 1970

⁴ Jusqu'à l'indépendance de Maurice le 12 mars 1968, la ratification du Royaume-Uni s'y appliquait.

⁵ Lors du dépôt de son instrument de ratification, la Nouvelle-Zélande a, en vertu de l'Article 70 de la Convention, exclu de son champ d'application les îles Cook, Niue et Tokelau.

⁶ Les Pays-Bas, lors du dépôt de leur instrument de ratification, ont limité l'application de la Convention au Royaume en Europe. Par une notification reçue le 22 mai 1970, les Pays-Bas ont retiré cette limitation et ont ainsi étendu l'application de la Convention au Suriname et aux Antilles néerlandaises. Le Suriname étant devenu indépendant le 25 novembre 1975, la Convention a cessé d'être applicable au Suriname à cette date.

⁷ Le Royaume-Uni, en vertu de l'Article 70 de la Convention, exclut de son champ d'application les territoires figurant ci-dessous pour les relations internationales desquels il est responsable: Jersey, île de Man, Rhodésie du Sud, Brunel, Territoire britannique de l'Océan Indien, îles Pitcairn, Territoire antarctique britannique, Zones des bases souveraines à Chypre, et Nouvelles-Hébrides. Par une notification reçue le 27 février 1979 le Royaume-Uni a étendu l'application de la Convention à Jersey à compter du 1^{er} juillet 1979.

⁸ Jusqu'à l'indépendance du Souaziland le 6 septembre 1968, la ratification du Royaume-Uni s'y appliquait.

Membres du Conseil administratif et principaux fonctionnaires du Centre

(au 30 juin 1982)

Président du
Conseil administratifA. W. Clausen,
Président de la Banque Internationale
pour la reconstruction et le
développement es-qualités

Etat contractant	Représentant ¹	Suppléant ²
Afghanistan	Mehrabuddin Paktlawal	Khalilullah Sedjo
Allemagne, Rép. fédérale d'	Hans Matthoerfer	Rainer Offergeld
Arabie Saoudite	Sheikh Mohammed Abat-Khalil	Sheikh Hamad Saud Al-Sayari
Autriche	Herbert Salcher	Hans Seidel
Bangladesh	A. M. A. Muhiith	Kazi Faziur Rahman
Belgique	Willy De Clercq	Jean Godeaux
Bénin, Rép. Populaire du	Zul-Kifu Salami ³	Paul Dosso
Botswana	M. D. Mokama [*]	Q. K. J. Masire [*]
Burundi	André Bibwa	Anselme Habonimana
Cameroun	Bello Bouba Maigari	Louis-Claude Nyassa
Chypre	Simos Vassiliou	E. Hadjipanayiotou
Comores	Mikidache Abdou Rahim	Ahmed Abdou
Congo, Rép. Populaire du	Pierre Moussa	André Batanga
Corée, République de	Kyong-Shik Kang	Yeung Ki Hah
Côte d'Ivoire	Abdoulaye Koné	Léon Naka
Danemark	Kjeld Olesen	Mogens Isaksen
Egypte, République arabe d'	Fouad Hashem	M. Samir Koralem
Etats-Unis d'Amérique	Donald T. Regan	
Fidji	Charles Walker	Winston Thompson
Finlande	Mauno Forsman	Annikki Saarela
France	Jacques Delors	Jean-Pierre Cot
Gabon	Pascal Nze	J. Félix Mamalepot
Gambie	S. S. Sisay	Moussa Gibril Bata Gaye
Ghana	Kwesi Botchway [*]	
Grèce	Apostolos Lazaris	Panayotis Roumeliotis
Guinée	Mohamed Lamine Touré	Kesso Bah
Guyane	Hugh D. Hoyle	Clarence F. Ellis
Haute-Volta	Sanfo Mamadou	François Zougrana
Indonésie	Rachmat Saleh	Soegito Sastramidjojo
Inde	Ray MacSharry	Maurice F. Doyle
Irlande	Tomas Arnason	Ragnar Arnalds
Îles Salomon	Bartholomew Ulufa'alu	Félix P. Panjubo
Italie	Carlo Ciampi	Mario Sarcinelli
Jamaïque	E. P. G. Seaga	Horace Barber
Japon	Michio Watanabe	Haruo Mayekawa
Jordanie	Hanna Salim Odeh	Mohammad Saleh Horant
Kenya	Arthur Kinyanjui Magugu	H. M. Mule
Koweït	Abdullah Y. Al-Hamad	Faisal Al-Khaled
Lesotho	E. R. Sekhonyana	M. Sixishe
Libéria	Emmanuel O. Gardiner	John G. Bestman
Luxembourg	Ernest Muehlen	Raymond Kirsch
Madagascar	Pascal Rakotomavo	Jean Robiarivony
Malaisie	Tengku Razaleigh Hamzah	Tan Sri Thong Yaw Hong
Malawi	L. Chakakala Chaziya	C. L. Mphande
Mali	Ahmed Mohamed Ag Hamani	Ibrahima Bocar Ba
Maroc	Abdellatif Jouahri	Abdelkader Benslimane
Maurice	Keertecoomar Ruhee	Madhukariali Baguant
Mauritanie	Dieng Boubou Farba	M'Rabla R. O. Cheikh Bounena
Népal	Yadav Prasad Pant	Karna Dhoj Adhikary
Niger	Annou Mahamana ³	Hamid Algabidi ²
Nigéria	K. K. A. Keazor [*]	Alhaji Abukabar Alhaji
Norvège	Rolf Presthus	Per G. Schøyen [*]
Nouvelle-Zélande	B. V. Galvin	C. H. Terry
Ouganda	Apollo Milton Obote	Robert E. Ekinu
Pakistan	Ghulam Ishaq Khan	Ejaz Ahmad Naik
Papouasie-Nouvelle-Guinée	John Rumat Kaputin	Mekere Morauta
Pays-Bas	A. P. J. M. M. van der Stee	C. P. van Dijk
Philippines	Cesar E. A. Virata	Manuel S. Alba
République centrafricaine	Alphonse Kongolo	Zoungoula Abel
Roumanie	Petre Gigea	Gheorghe Popescu
Royaume-Uni	Gordon Richardson	Sir Douglas Wass
Rwanda	J. Damascène Hatagekimana	Jean-Damascène Munyarukiko
Samoa occidentale	Tofilau Luamanuave Eti	Kolone Va'ai
Sénégal	Mamadou Touré	Matar Seye
Seychelles	Maxime Ferrari	Robert W. J. Grandcourt
Sierra Leone	Salla Jusu-Sheriff	V. A. W. Nylander
Singapour	Hon Sui Sen	J. Y. M. Pillay
Souaziland	R. J. Strydom	V. E. Sikhondze
Soudan	Ibrahim Monaim Mansour	Abd El Rahman Abd El Wahab
Sri Lanka	Ronnie de Mel	W. M. Titakaratna
Suède	Rolf Wirtén	Carl Tham
Suisse	Anton de Hegner [*]	Peter Vogler [*]
Tchad	Ngangbet Koshaye	Gali Gata Ngote
Togo	Koudjolou Dogo	Edo Kodjo Agbobli
Trinité-et-Tobago	George Chambers	F. Barsotti
Tunisie	Mansour Moalla	Mohamed Ali Souissi
Yougoslavie	Petar Kostić	Gavra Popović
Zaire	Namwisi Ma Koyi	Bazundama Mbandanu Luzumbu
Zambie	Kebby K. S. Musokotwane	Fred Kazunga

Secrétaire général

H. Golsong

¹ A l'exception des personnes dont le nom est suivi d'un astérisque (*), les représentants et suppléants indiqués sont, respectivement, Gouverneurs ou Gouverneurs Suppléants de la Banque, membres de plein droit du Conseil administratif, en vertu de l'article 43) de la Convention.

² La désignation prend effet après le 30 juin 1982.

Listes de conciliateurs et d'arbitres

(au 30 juin 1982)

Partie I. Autorité ayant procédé aux désignations: Président du Conseil administratif

Nationalité	Liste*	NOM Titre	Expiration du mandat***
Peruvien	A	M. Andres A. ARAMBURU MENCHACA Attorney; Member of the Foreign Arbitration Panel of the London Court of Arbitration and of the Executive Committee of the Inter- American Commercial Arbitration Commission	12 fév. 1988
Hollandais	A	M. A. BROCHES Counsellor at Law; Past Vice- President, World Bank; Past Secretary-General, ICSID	3 oct. 1986
Espagnol	A	Dr. Bernardo CREMADES Attorney; President of Arbitration Committee of the Superior Council of the Spanish Chamber of Commerce	12 fév. 1988
Uruguayen	A	Prof. Eduardo Jimenez DE ARECHAGA Judge and former President of the International Court of Justice; President, World Bank Administrative Tribunal	12 fév. 1988
Français	A	Prof. Berthold GOLDMAN Professor, University of Paris	12 fév. 1988
Américain	A	M. Monroe LEIGH Attorney in international transactions; President of the American Society of International Law	12 fév. 1988
Anglais	A	Dr. F. A. MANN Solicitor; Honorary Professor of Law; Member of the British Council of International and Comparative Law	12 fév. 1988

Partie II. Autorité ayant procédé aux désignations: Etat contractant

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'		
C	Dr. Ernst G. BROEDER Vorstandsmitglied KfW	14 avr. 1982
A	Dr. Ottoarndt GLOSSNER Rechtsanwalt und Notar	29 juil. 1982
A	Dr. Theodor HEINSIUS Chief Corporation Lawyer, Dresdner Bank AG	29 juil. 1982
A	Prof. Dr. Günther JAENICKE	14 avr. 1982
C	Dr. Paul KREBS Generalbevollmächtigter, Deutsche Bank AG	14 avr. 1982

(à suivre)

* C = Conciliateur; A = Arbitre.

** A moins qu'une note n'indique le contraire, toute personne dont le nom figure sur ces listes est ressortissant de l'Etat contractant qui l'a désignée.

*** Conformément à l'article 15(3) de la Convention, les personnes portés sur les listes dont le mandat venu à expiration, continuent d'y figurer jusqu'à désignation de leur successeur.

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D' (suite)		
A	Dr. Guenther SCHMIDT-RAENTSCH Director of the Department for Civil Law, Federal Ministry of Justice	29 juil. 1982
C	Mr. Rüdiger VON TRESCKOW Geschäftsinhaber der Berliner Handels- und Frankfurter Bank	14 avr. 1982
C	Dr. Hans A. WUTTKE Executive Vice President, International Finance Corporation	14 avr. 1982
AUTRICHE		
C	Dr. Ladislaus BLASCHEK Bundeskammer der gewerblichen Wirtschaft	3 juil. 1984
C	Dr. Helmut HASCHEK Chairman, Board of Executive Directors, Oesterreichische Kontrollbank AG	3 juil. 1984
A	Dr. Demetre KALUSSIS Em. Professor, Wirtschaftsuniversität	3 juil. 1984
C	Dr. Werner MELIS Director, Austrian Federal Economic Chamber of Commerce	3 juil. 1984
C	Dr. Wolfgang OEHLER Chief Manager, International Division, Oesterreichische Länderbank AG	3 juil. 1984
A	Dr. Philipp RIEGER Board of Directors, Oesterreichische Nationalbank	3 juil. 1984
A	Dr. Guido Nikolaus SCHMIDT-CHIARI Member of the Board, Creditanstalt-Bankverein	3 juil. 1984
A	Dr. Fritz SCHOENHERR Professor, University of Vienna	3 juil. 1984
BELGIQUE		
A	Baron Hubert J. N. ANSIAUX Gouverneur honoraire de la Banque Nationale de Belgique	6 juin 1983
C	M. Paul H. F. CALLEBAUT Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie	12 avr. 1985
C	M. André DEQUAE Ancien Ministre, Président honoraire de la Chambre des Représentants	12 avr. 1985
A	M. Franz DE VOGHEL Président de l'Institut de Réescompte et de Garantie	17 juin 1983
A	M. Robert P. HENRION Professeur d'Université	6 juin 1983
C	M. Maurits NAESSENS Président honoraire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique	12 avr. 1985
C	Professeur F. ROGIERS Professeur à l'Université de Gand	17 juin 1983
A	Baron J. VAN HOUTTE Ministre d'Etat et Ancien Premier Ministre	6 juin 1983
BENIN		
C	M. Brunou AMOUSSOU Directeur Général, Banque Commerciale du Bénin	5 fév. 1988
A	M. Maurille CODJIA Président de la Chambre Judiciaire, Cour Populaire Centrale	5 fév. 1988
C	M. Augustin DE CAMPOS Expert Comptable Fiduciaire, Commissaire des Sociétés	5 fév. 1988

(à suivre)

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
BENIN (suite)		
A	M. Alexandre DURAND Président de la Cour d'Appel	5 fév. 1988
A	M. Frédéric HOUNDETON Directeur de Cabinet, Cour Populaire Centrale	5 fév. 1988
C	M. Raffael LOKO Directeur, Industrie Alimentaire	5 fév. 1988
C	M. Emile PARISO Directeur Général, Société Béninoise Electricité et Eau	5 fév. 1988
A	M. Ismail TIDJANI SERPOS Procureur Général, Parquet Populaire	5 fév. 1988
CAMEROUN		
C	M. Sadou HAYATOU Directeur Général de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Cameroun (BICIC)	21 sept. 1987
A	M. François-Xavier MBOUYOM Directeur de la Législation au Ministère de la Justice	21 sept. 1987
A	M. Marcel NGUINI Président de la Cour Suprême	21 sept. 1987
C	M. Augustin NJAWE Directeur de l'Industrie au Ministère de l'Economie et du Plan	21 sept. 1987
C	M. Etienne NTSAMA Directeur Général de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO)	21 sept. 1987
A	M. NYO WAKAI Président de la Cour d'Appel de Bamenda	21 sept. 1987
A	M. RISSOUK à MOULONG Président de la Cour d'Appel de Yaoundé	21 sept. 1987
C	M. Idriss VESSAM NJOYA Directeur de la Programmation au Ministère de l'Economie et du Plan	21 sept. 1987
CHYPRE		
C A	Mr. Nicos G. DIMITRIOU Former Ambassador of Cyprus	5 sept. 1985
C A	Mr. Paschalis L. PASCHALIDES Executive Chairman, Hellenic Mining Co., Ltd.	5 sept. 1985
C A	Mr. Criton G. TORNARITIS Attorney-General	5 sept. 1985
C A	Mr. Michael A. TRIANTAFYLIDIS President, Supreme Court	5 sept. 1985
COMORES		
CA	M. Nidhoim ATTOUMANE Directeur de Cabinet du Ministre de la Santé	1 sept. 1987
CA	Mme Kassim HARIMIA Direction Générale des Affaires Economiques	1 sept. 1987
CA	M. Said MSHANGAMA Contrôleur financier de la République	1 sept. 1987
CA	M. Ali SALIM Procureur Général de la Cour Suprême	1 sept. 1987
COREE, REPUBLIQUE DE		
A	Mr. Tae Sop CHONG Attorney at Law	10 mars 1986
C	Mr. Soo Chang CHUNG Chairman, Doosan Group of Companies	10 mars 1986

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
COREE, REPUBLIQUE DE (suite)		
C	Mr. Chong Dai KIM Chairman, Dae-jeon Leather Industrial Co., Ltd.	10 mars 1986
A	Dr. Jisu KIM Professor, Hankuk University of Foreign Studies	10 mars 1986
C	Dr. Tae Hee LEE Attorney-at-Law	10 mars 1986
A	Mr. Pomsik OH President, Stella Korea Ltd.	10 mars 1986
C	Dr. Ei Whan PAI President, Korea Overseas Economic Research Institute	10 mars 1986
A	Dr. Joon Mo YANG Attorney-at-Law	10 mars 1986
DANEMARK		
C A	Mr. I. FOIGHEL Professor, LL.D.	20 sept. 1985
C A	Mr. Henning KROG High Court Judge	20 sept. 1985
C A	Mr. Hans TOPSØE-JENSEN President, Maritime and Commercial Court	20 sept. 1985
C A	Mr. Jørgen TROLLE Retired President of the Supreme Court	20 sept. 1985
ETATS-UNIS D'AMERIQUE		
C	Mr. James Coffin GREENE Attorney	16 mars 1987
C	Mr. Peter H. KAMINER Attorney	16 mars 1987
C	Mr. Bayless Andrew MANNING Attorney	16 mars 1987
A	Mr. Myres Smith McDOUGAL Professor of Law at Yale University	16 mars 1987
A	Mrs. Soia MENTSCHIKOFF Dean of the University of Miami (Florida) Law School	16 mars 1987
C	Mr. Seymour Jeffrey RUBIN Professor of Law at American University	16 mars 1987
A	Mr. Oscar SCHACHTER Professor of Law at Columbia University	16 mars 1987
A	Mr. Dettlev Frederick VAGTS Professor of Law at Harvard University	16 mars 1987
FIDJI		
C	Mr. Cyril Donald AIDNEY Chartered Accountant, Resident Partner, Wilberfoss & Aidney	31 juil. 1986
A	Mr. Qoriniasi BALE Solicitor General	31 juil. 1986
C	Mr. Gerald S. W. BARRACK Chartered Accountant, Managing Director of Stinson Pearce Group	31 juil. 1986
A	Mr. Kishore GOVIND Judge of the Supreme Court	10 mars 1987
C	Mr. M. S. Sahu KHAN Barrister and Solicitor	31 juil. 1986
A	Mr. Arthur Dignan LEYS Barrister and Solicitor; Partner of legal firm of Munro, Leys & Co.	31 juil. 1986

(à suivre)

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
FIDJI (suite)		
A	Mr. G. MISHRA Judge of the Supreme Court	31 juil. 1986
C	Mr. Moses QIONIBARAVI Managing Director of Naviti Investments Ltd.; Speaker in the House of Representatives	31 juil. 1986
FINLANDE		
C A	Dr. Bengt H. G. A. BROMS Professor of International and Constitutional Law, University of Helsinki	6 déc. 1986
FRANCE		
C A	M. Jean-Jacques de BRESSON Conseiller d'Etat	11 mars 1987
C	M. CHABRAND Conseiller à la Cour de Cassation	11 mars 1987
A	M. René Jean DUPUY Professeur, Faculté de Droit et des Sciences économiques de Nice	11 mars 1987
C A	M. Paul J. M. REUTER Professeur, Université de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Paris	11 mars 1987
C	M. Henry TOUBAS Avocat Général à la Cour de Cassation	11 mars 1987
A	M. Michel VIRALLY Professeur à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Paris	11 mars 1987
GABON		
C A	M. Léon AUGE Ministre délégué à la Présidence de la République	24 juin 1978
C A	M. Jean-Pierre LEMBOUMBA Commissaire au Plan	24 juin 1978
C A	M. Marc MBA-NDONG Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques, du Commerce et de l'Economie Rurale	24 juin 1978
C A	M. Jean François NTOUTOUME Secrétaire Général du Conseil Gabonais des Chargeurs	24 juin 1978
GHANA		
A	The Hon. Mr. Justice I. K. ABBAN High Court Judge	30 juin 1983
C	Mr. A. E. ANIN	30 juin 1983
C	Mr. J. ARTHUR Barrister-at-Law	30 juin 1983
A	Dr. S. K. B. ASANTE Senior Adviser, UN Centre on Transnational Corporations	30 juin 1983
C	The Hon. Mr. Justice G.R.M. FRANCOIS Judge of the Supreme Court	30 juin 1983
A	Dr. G. KORANTENG-ADDOW	30 juin 1983
C	Mr. T. A. TOTOE Barrister-at-Law	30 juin 1983
A	Mr. C. B. K. ZWENNES Barrister-at-Law	30 juin 1983

(à suivre)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
GUINEE		
C A	Mr. Damou SACKO Directeur des Affaires Juridiques à la Présidence de la République	15 jan. 1987
C A	Mr. M. Mamba SANO Assistant, Institut National de Recherches Scientifiques	15 jan. 1987
GUYANE		
A	Mr. H. B. S. BOLLERS General Legal Adviser, Attorney General's Chambers	31 août 1987
C	Mr. Dhanessar JHAPPAN	31 août 1987
C	Mr. Gavin KENNARD Agricultural Adviser to the Executive President of Guyana	31 août 1987
A	Mr. C. Lloyd LUCKHOOD Attorney-at-Law	31 août 1987
A	Mr. Rex H. McKAY Attorney-at-Law	31 août 1987
C	Mr. Winston MURRAY Permanent Secretary, Ministry of Trade and Consumer Protection	31 août 1987
A	Mr. Salahuddeen M. A. NASIR Attorney-at-Law	31 août 1987
C	Cde Yesu PERSAUD Executive Chairman Guyana Liquor Corp. Ltd.	31 août 1987
HAUTE-VOLTA		
C A	M. James LECARDEUR ¹ Inspecteur Général d'Etat	31 mai 1973
C A	M. Hyacinthe OUEDRAOGO	31 mai 1973
C A	M. K. Lazare SORE Directeur du Commerce, Ministère des Finances et du Commerce	31 mai 1973
C A	M. Charles S. TRAORE Président de la Cour Suprême	31 mai 1973
INDONESIE		
C A	Mr. R. HERTATIJANTO Retired Alternate Governor, Bank Indonesia	5 août 1985
C A	Prof. Dr. Abdurrasyid PRIYATNA Professor of International and Air and Space Law	5 août 1985
C A	Prof. Dr. Rochmat SOEMITRO Professor of Tax Law	5 août 1985
IRELANDE		
C A	Mr. Henry BARRON Senior Counsel	16 déc. 1987
C A	Mr. James N. DUDLEY Solicitor	16 déc. 1987
C A	Mr. Ernest J. MARGETSON Solicitor	16 déc. 1987
C A	Mr. Francis D. MURPHY Senior Counsel	16 déc. 1987
ITALIE		
C A	Mr. Piero BERNARDINI	23 nov. 1987
C A	Mr. Andrea GIORDINA	23 nov. 1987
C A	Mr. Giorgio SACERDOTI	23 nov. 1987
C A	Mr. Giorgio SANGIORGIO	23 nov. 1987

¹ Nationalité française.

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
JAMAÏQUE		
C	Mr. Carlton ALEXANDER Managing Director, Grace Kennedy & Co., Ltd.	27 mai 1987
C	Mr. Christopher BOVELL Attorney-at-Law	27 mai 1987
C	Mr. Oswald H. DUNN Attorney-at-Law	27 mai 1987
A	Mr. A. B. EDWARDS Attorney-at-Law	27 mai 1987
A	Mr. R. N. A. HENRIQUES Attorney-at-Law	27 mai 1987
C	Mr. Mayer MATALON Director, Industrial Commercial Developments	27 mai 1987
A	Mr. Ken RATTRAY Privy Councillor	27 mai 1987
A	Mr. Ronald WILLIAMS Attorney-at-Law	27 mai 1987
JAPON		
C	Mr. Morihisa EMORI Director General, Center for Foreign Trade Study	23 déc. 1986
A	Mr. Sumio HARA Advisor/Consultant, The Bank of Tokyo	23 déc. 1986
A	Mr. Ichiro KATO Professor, University of Tokyo	23 déc. 1986
A	Mr. Taiichiro MATSUI President, Marubeni Corporation	23 déc. 1986
C	Mr. Hisashi MURATA Director-General, Japan External Trade Organization	23 déc. 1986
A	Mr. Takao NAGATA Chairman, Hitachi-Shipbuilding & Engineering Co., Ltd.	23 déc. 1986
C	Mr. Tohru NAKAGAWA Judge, Permanent Arbitration Court	23 déc. 1986
C	Mr. Naokado NISHIHARA President, Dai-ichi Fire & Marine Insurance Co., Ltd.	23 déc. 1986
JORDANIE		
C A	Mr. Ahmad T. AL-KHALIL Advocate	9 juil. 1985
C A	Mr. Faiq Farah HALAZUN Retired Judge, Supreme Court and High Court of Justice	9 juil. 1985
C A	Dr. Hisham R. HASHEM Advocate	9 juil. 1985
C A	Mr. Omar NABULSI Attorney	9 juil. 1985
KENYA		
A	Mr. B. Mareka GECAGA Chairman and General Manager, B.A.T. Kenya Ltd.	13 fév. 1986
A	Mr. James F. H. HAMILTON Advocate	13 fév. 1986
C	Mr. Brian H. HOBSON Managing Director, East African Breweries Ltd.	13 fév. 1986
C	Mr. Samuel N. WARUHIU Advocate	13 fév. 1986

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
LESOTHO		
C A	The Hon. Mr. Justice J. T. MAPETLA Chief Justice of Lesotho	16 août 1980
C A	The Hon. Mr. Justice M. P. MOFOKENG Puisne Judge	2 mai 1983
C	Mr. T. T. THAHANE Vice President and Secretary, World Bank	16 août 1980
LUXEMBOURG		
C A	Dr. jur. Ernest ARENDT Avocat-avoué	30 déc. 1981
C A	M. Alex BONN Avocat-avoué	30 déc. 1981
C A	M. Joseph KAUFFMAN Docteur en droit	30 déc. 1981
C A	M. Fernand ZURN Avocat-avoué	30 déc. 1981
MADAGASCAR		
A	M. Césaire MANJAKAVELO Magistrat-Avocat général	9 juil. 1987
A	Mme. Berthe RABEMAHEFA Membre de la Haute Cour Constitutionnelle	31 août 1987
A	M. Henri RAHARIJAONA Ambassadeur à Paris	9 juil. 1987
C	M. Honoré RAKOTOMANANA Magistrat—Secrétaire-Général du Ministère de la Justice	8 juin 1983
C	M. Noël RAKOTONDRAMBOA Directeur des Etudes au Ministère de la Justice	31 août 1987
A	M. Justin RAKOTONIAINA Professeur de Droit à l'Université de Madagascar	9 juil. 1987
C	M. Raymond RANJEVA Professeur de Droit à l'Université de Madagascar	9 juil. 1987
C	M. Yves Marcel RAZANAMASY Magistrat—Membre de la Haute Cour Constitutionnelle	9 juil. 1987
MAROC		
C A	M. Bensalem AHMED Trésorier Général, Ministère des Finances	22 août 1980
C A	M. Abdellaziz A. FILALI Premier Président de la Cour d'Appel de Casablanca	22 août 1980
C A	M. Othmane SLIMANI Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre	22 août 1980
C A	M. Ahmed ZEGHARI Premier Président de la Cour Spéciale de Justice	22 août 1980
MAURICE		
C A	Mr. Jean Marc DAVID, QC Barrister	9 juin 1982
C A	Mr. A. Hamid MOOLLAN Barrister	9 juin 1982
MAURITANIE		
C A	M. Pierre LAMPUE ² Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	11 juil. 1973

* Nationalité française.

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Légit*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
MAURITANIE (suite)		
C A	M. Henry SOLUS ³ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	11 juil. 1973
C A	M. George E. H. VEDEL ³ Professeur à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris	11 juil. 1973
NIGERIA		
C	Mr. Musa BELLO Permanent Secretary, Federal Ministry of Finance	21 juin 1983
C	Mr. Adamu CIROMA Governor of Central Bank of Nigeria	21 juin 1983
A	Mr. H. F. DAVID-WEST Deputy Solicitor-General of the Federation	21 juin 1983
A	Mr. Justice S. E. J. ECOMA Judge of the Cross River State	21 juin 1983
C	Mr. Anofi S. GUOBADIA Chairman/Managing Director, Maiden Electronics Works Ltd.	21 juin 1983
A	Mr. O. JEMIYO Principal State Counsel	21 juin 1983
C	Dr. Michael OMOLAYOLE Chairman, Lever Brothers Nigeria Limited	21 juin 1983
A	Mr. Kehinde SOFOLA Private Legal Practitioner	21 juin 1983
NORVEGE		
C A	Dr. Per BRUNSVIG Doctor of Law; Barrister of the Supreme Court	9 oct. 1986
C A	Mr. Jens Chr. HAUGE Barrister of the Supreme Court	9 oct. 1986
C A	Mr. Hans M. MICHELSEN Supreme Court Judge	9 oct. 1986
C A	Mr. Rolf E. RYSSDAL Chief Judge of the Supreme Court	9 oct. 1986
OUGANDA		
A	Mr. Godfrey L. BINAISA, QC	30 oct. 1973
A	Mr. Tom Walter BURUKU	28 mars 1979
C	Mr. Y. KYESIMIRA Lecturer in Economics, Makerere University	30 oct. 1973
A	Mr. C. MBOIJANA Barrister	30 oct. 1973
C	Mr. D. J. K. NABETA Managing Director, Nile Breweries, Ltd.	30 oct. 1973
C	Mr. Semei NYANZI Chairman, Uganda Development Corporation	30 oct. 1973
C	Dr. J. J. OLOYA	30 oct. 1973
PAKISTAN		
A	Mr. Mohammad AKRAM Retired Judge, Supreme Court	24 oct. 1985
C	Mr. Mohammad Yaqub ALI Former Chief Justice of Pakistan	24 oct. 1985
C	Mr. A. K. BROHI Senior Advocate, Supreme Court	24 oct. 1985

³ Nationalité française

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
PAKISTAN (suite)		
C	Mr. Sharaf FARIDI Advocate, Supreme Court	25 sept. 1985
A	Mr. Inayat Elahi KHAN Advocate General, NWFP Province	25 sept. 1985
C	Mr. Iqbal Ahmed KHAN Advocate, Supreme Court	25 sept. 1985
A	Mr. Justice S. A. NUSRAT Secretary, Ministry of Law and Parliamentary Affairs	25 sept. 1985
A	Mr. Syed Sharifuddin PIRZADA Attorney-General for Pakistan	24 oct. 1985
PAYS-BAS		
C	Prof. Mr. H. J. HOFSTRA Em. Professor of Law, University of Leyden	2 juin 1981
C	Dr. Marius W. HOLTROP Retired President, De Nederlandsche Bank N.V.	2 juin 1981
C	Prof. Dr. P. KUIN Professor of General Management at the Erasmus University	2 juin 1981
C A	Prof. Mr. P. LIEFTINCK	2 juin 1981
A	Prof. Dr. Pieter SANDERS Professor Emeritus at the Law Faculty of the Erasmus University	2 juin 1981
A	Prof. Dr. J. C. SCHULTSZ Professor at Erasmus University	2 juin 1981
A	Mr. C. R. C. WIJCKERHELD BISDOM Barrister	2 juin 1981
PHILIPPINES		
C A	Ms. Lilia BAUTISTA Assistant Minister, Ministry of Industry	12 mars 1985
C A	Mr. Roberto CONCEPCION	12 mars 1985
C A	Mr. Florentino FELICIANO Attorney	12 mars 1985
C A	Mr. Efren I. PLANA Commissioner of Internal Revenue	12 mars 1985
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE		
A	M. Célestin GAOMBALE Directeur Général de l'UBAC	27 oct. 1986
C	M. Antoine GROTHE Procureur Général à la Cour d'Appel	27 oct. 1986
C	M. Albert KOUDA Président de la Cour d'Appel	27 oct. 1986
C	M. Joseph MANDE-DJAPOU Conseiller à la Cour Suprême	27 oct. 1986
A	M. Léopold SAMBA Directeur Général du Commerce	27 oct. 1986
C	M. Levy SOBANGUE Conseiller à la Cour Suprême	27 oct. 1986
ROUMANIE		
A	Mrs. Florica ANDREI Member of the Supreme Court	4 déc. 1981
A	Mr. Virgil ANTON Member of the Supreme Court	4 déc. 1981
C	Mr. Constantin BEJENARU Counsellor at the Legislative Council	4 déc. 1981

(à suivre)

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
ROUMANIE (suite)		
C	Mr. Nicolae DUTA Deputy Director, Ministry of Finance	4 déc. 1981
A	Mr. Ioan FILIP Counsellor at the Legislative Council	4 déc. 1981
A	Mr. Teodor PETRESCU Chief Justice, Constantza County Court	4 déc. 1981
C	Mr. Teofil POP Deputy Director, Ministry of Justice	4 déc. 1981
C	Mr. Romul VONICA Chief Justice, Jassy County Court	4 déc. 1981
ROYAUME-UNI		
A	Mr. Maurice E. BATHURST, CMG, CBE, QC Barrister	27 avr. 1987
C	Sir Adrian CADBURY Chairman, Cadbury Schweppes Ltd.	27 avr. 1987
A	Mr. David A. O. EDWARD, CMG, QC Advocate of the Scottish Bar	27 avr. 1987
C	Sir Alexander Anthony JARRATT Chairman and Chief Executive, Reed International	27 avr. 1987
A	Mr. Elihu LAUTERPACHT, QC Barrister	27 avr. 1987
A	Mr. Patrick William MEDD Recorder of the Crown	27 avr. 1987
C	Sir Alan (KEIR) ROTHNIE, KCVO., CMG, LL.D. Ambassador (retired)	27 avr. 1987
C	Mr. A. Maxwell STAMP Chairman, Maxwell Stamp Associates Ltd.	27 avr. 1987
SENEGAL		
A	M. El Hadj Demba DIOP Directeur du Financement du Plan	29 jan. 1986
A	M. Tanor Thindella FALL Directeur général de l'Union Sénégalaise de Banques	29 jan. 1986
A	M. Kéba M'BAYE Président de la Cour Suprême du Sénégal	29 jan. 1986
A	M. Famara Ibrahima SAGNA Directeur général de la Banque nationale de développement du Sénégal	29 jan. 1986
SINGAPOUR		
C A	Mr. Sek Keong CHAN ⁴ Member of Military Court of Appeal	20 mai 1986
C A	Mrs. Sook Yee TAN Dean, Faculty of Law, National University of Singapore	20 mai 1986
SRI LANKA		
A	Mr. T. MURUGASER Director, C. W. Mackie & Co., Ltd.	26 fév. 1986
A	Major-General Anton MUTTUKUMARU, OBE, ED Retired Government Servant	26 fév. 1986
C	Mr. N. G. P. PANDITHARATNA Senior Partner, Ford Rhodes Thornton & Co.	26 fév. 1986

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste *	NOM ** Titre	Expiration du mandat ***
SRI LANKA (suite)		
A	Mr. A. M. S. PERERA Director, Reckitt & Colman of Ceylon, Ltd.	26 fév. 1986
C	Mr. E. P. Paul PERERA Deputy Director General, Greater Colombo Economic Commission	26 fév. 1986
C	Dr. H. W. TAMBIAH	26 fév. 1986
A	Mr. K. WIJEWEERA	26 fév. 1986
SUEDE		
C	Mrs. Birgitta BLOM Justice, Svea Court of Appeal	25 sept. 1985
C	Mr. Gunnar GLIMSTEDT General Counsel and Director of Aktiebolaget SKF	25 sept. 1985
A	Mr. Hans HERRLIN Executive Vice President, A. Johnson and Co.	25 sept. 1985
C	Mr. Ove KJELLGREN Vice President Administration, Luossavaara-Kirunavaara AB	25 sept. 1985
A	H. E. Gunnar LAGERGREN Marshal of the Realm	25 sept. 1985
A	Mr. Sten RUDHOLM President, Svea Court of Appeal	25 sept. 1985
C	Mr. Sten SILJESTRÖM Corporate General Counsel and Senior Vice President of ASEA AB	25 sept. 1985
A	Mr. Ivan WALLENBERG President, Supreme Restitution Court for Berlin	25 sept. 1985
SUISSE		
C	M. Gérard BAUER Ancien Ministre plénipotentiaire de Suisse; Président d'honneur de la Fédération horlogère suisse	31 juil. 1983
A	M. R. L. BINDSCHEDLER Ancien Ambassadeur et Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères	9 déc. 1986
A	M. Pierre CAVIN Ancien président du Tribunal fédéral suisse	31 juil. 1983
C	M. Matthias KUMMER Secretary of the Vorort of the Swiss Federation of Commerce and Industry	6 avr. 1987
A	M. Pierre A. LALIVE Professeur à l'Université de Genève et à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales	9 déc. 1986
C	M. Guido LEPORI Ancien Ambassadeur de Suisse	9 déc. 1986
C	Dr. Hugo VON DER CRONE Directeur général du Crédit Suisse	9 déc. 1986
A	M. Alfred E. VON OVERBECK Professeur et Recteur de l'Université de Fribourg	9 déc. 1986
TOGO		
C A	Me Ayité D'ALMEIDA Avocat Défenseur	18 juil. 1984
C A	Me Bébi OLYMPIO Magistrat	18 juil. 1984
C A	Me Aregba POLO Procureur de la République	18 juil. 1984
C A	Me Anani Ignacio SANTOS Avocat Défenseur	18 juil. 1984 (à suivre)

Annexe 3 (suite)

ETAT CONTRACTANT Liste *	NOM ** Titre	Expiration du mandat ***
TUNISIE		
A	M. Hamda BEJI Président Directeur Général de la Banque Nationale de Tunisie	27 fév. 1986
C	M. Mohamed BOUSBIA Directeur Général de la Banque Centrale de Tunisie	27 fév. 1986
A	M. Tijani CHELLI Président Directeur Général de l'Agence de Promotion des Investissements	27 fév. 1986
A	M. Hédi ENNEIFAR Président Directeur Général de la Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances	27 fév. 1986
A	M. Habib GHENIM Président Directeur Général de la Société Tunisienne de Banques	27 fév. 1986
C	M. Nourreddine KOOBA Directeur Général du Budget au Ministère des Finances	27 fév. 1986
C	M. Salah Ben MBARKA Secrétaire Général du Ministère des Finances	27 fév. 1986
C	M. Nouri ZORGATI Directeur Général de l'Institut d'Economie	27 fév. 1986
YOUGOSLAVIE		
C A	Prof. Dr. Ksente BOGOEV Professor, Faculty of Economics, Skopje University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Stojan CIGOJ Professor, Faculty of Laws, Ljubljana University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Aleksandar GOLDŠTAJN Professor, Faculty of Laws, Zagreb University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Vladimir JOVANOVIĆ Professor, Faculty of Laws, Belgrade University	15 jan. 1974

Annexe 4

Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux
et les lois nationales relatives aux investissements

(au 30 juin 1982)

Partie I: Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Allemagne/Côte d'Ivoire	27 oct. 1966		10 juin 1968	Encouragement et protection mutuelle des investissements de capitaux	B.G.B. (Allemagne) 1968-II-No 5, p.61 [Art. 11(6)]
Allemagne/Israël	24 juin 1976			Encouragement et protection réciproques des investissements	B.G.B. (Allemagne) 1978-II-No 10, p.209 [Art. 10(8)]
Allemagne/Papouasie Nouvelle-Guinée	12 nov. 1980			Encouragement et protection réciproques des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 10]
Allemagne/Roumanie	12 oct. 1979		10 jan. 1981	Encouragement et protection réciproques des investissements	B.G.B. (Allemagne) 1980-II, p.1157 [Art. 3] J.O. (Roumanie), No 84, 17 oct. 1980, p.9449 [Art. 3]
Autriche/Roumanie	30 sept. 1976		8 nov. 1977	Promotion, pro- tection et garan- tie réciproques des investisse- ments	B.G.B. (Autriche) 162, No 553, p.3543, 25 nov. 1977 [Art. 5]
Bangladesh/Royaume-Uni	19 juin 1980		19 juin 1980	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.) No 73 (1980) CMD 8013 [Art. 8]
Bangladesh/Union économique belgo- luxembourgeoise	22 mai 1981			Promotion et protection des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 6, Art. 8]
Belgique/Indonésie	15 jan. 1970	15 jan. 1970	17 juin 1972	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 168, 31 août 1972, p.9449 [Art. 10]
Belgique/Zaïre	28 mars 1976		1 ^{er} jan. 1977	Encouragement réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), 28 août 1976, p.10752 [Art. 8]
Cameroun/Pays-Bas	26 fév. 1971 12 mars 1971		23 juin 1973	Echange de lettres, complément à l'Accord de 6 juillet 1965, sur la coopération économique et technique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 108, 1971, p.2 [Art. 6 ter]
Cameroun/Roumanie	30 août 1980			Garantie réci- proque des investissements	J.O. (Roumanie), No 19, 27 mars 1981, p.5 [Art. 5]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Cameroun/Union économique belgo-luxembourgeoise	27 mars 1980		1 ^{er} nov. 1981	Promotion et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 24, 5 fév. 1982, p.961 [Art. 10]
Corée/France	22 jan. 1975		22 jan. 1975	Encouragement et protection des investissements français en Corée	Kwanbo (Corée), No 6959, 28 jan. 1975, p.475 [Art. 2] J.O. (France) 7 mai 1975, p.4629 [Art. 2]
Corée/France	28 déc. 1977		1 ^{er} fév. 1979	Encouragement et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 8168, 7 fév. 1979, p.1939 [Art. 4, Art. 5, Art. 6] J.O. (France), No 85, 11 avril 1979, p.834 [Art. 4, Art. 5, Art. 6]
Corée/Pays-Bas	16 oct. 1974		1 ^{er} juil. 1975	Promotion des investissements	Kwanbo (Corée), No 7062, 2 juin 1975, p.3833 [Art. 6] Tractatenblad (Pays-Bas), No 220, 1974 [Art. 6]
Corée/Royaume-Uni	4 mars 1976		4 mars 1976	Promotion et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 7290, 8 mars 1976, p.1885 [Art. 8] Recueil des traités (R.U.) No 45 (1976) CMD 6510 [Art. 8]
Corée/Sri Lanka	28 mars 1980			Promotion et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 8692, 24 juil. 1980, p.1003 [Art. 10]
Corée/Union économique belgo-luxembourgeoise	20 déc. 1974	20 déc. 1974	3 sept. 1976	Encouragement et protection réciproques des investissements	Kwanbo (Corée), No 7455, 22 sept. 1976, p.2429 [Art. 8] Moniteur Belge (Belgique) 24 sept. 1976, p.12018 [Art. 8]
Côte d'Ivoire/Allemagne	27 oct. 1966		10 juin 1968	Encouragement et protection mutuelle des investissements de capitaux	B.G.B. (Allemagne) 1968-II-No 5, p.61 [Art. 11(6)]
Côte d'Ivoire/Italie	23 juil. 1969			Protéger et favoriser les investissements de capitaux	J.O. (Côte d'Ivoire), No 42, 23 sept. 197 p.1389 [Art. 7]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Côte d'Ivoire/Pays-Bas	31 déc. 1971			Protocole additionnel à l'Accord de 26 avril 1965, sur la coopération économique et technique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 21, 1972 [Art. 21]
Danemark/Roumanie	12 nov. 1980			Promotion et garantie mutuelle des investissements	Lovtidende Afd. C. (Danemark), No 68, 13 juil. 1981, p.385 [Art. 4]
Egypte/Finlande	5 mai 1980		1 ^{er} fév. 1982	Protection mutuelle des investissements	J.O. (Finland) 1982, p. 97 [Art. 7(b)]
Egypte/France	22 déc. 1974	22 déc. 1974	1 ^{er} oct. 1975	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France) 8 nov. 1975, p.11486 [Art. 7, Art. 8, Art. 9]
Egypte /Japon	28 jan. 1977		14 jan. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (Egypte), No 6, 9 fév. 1978 [Art. 11] J.O. (Japon) (Extraordinaire), No 1, 10 jan. 1978 [Art. 11]
Egypte/Pays-Bas	30 oct. 1976		1 ^{er} jan. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	Tractatenblad (Pays-Bas), No 9, 1977 [Art. 6]
Egypte/Roumanie	10 mai 1976		22 jan. 1977	Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie) No 93, 4 nov. 1976 [Art. 3]
Egypte/Royaume-Uni	11 juin 1975	11 juin 1975	24 fév. 1976	Promotion et protection des investissements	Publ. du R.U. (Egypte), No 3 (1975) CMD 6141 [Art. 8]
Egypte/Suede	15 juil. 1978		15 juil. 1978	Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suede) 1979:1 [Art. 6]
Egypte/Union économique belgo-luxembourgeoise	28 fév. 1977	28 fév. 1977	20 sept. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 23, 2 déc. 1978, p.14902 [Art. 9]
Egypte/Yougoslavie	3 juin 1977			Protection des investissements	J.O. (Yougoslavie), No 3, 1978 [Art. 8]
El Salvador/France	20 sept. 1978			Encouragement et protection réciproques des investissements	Sénat (France) Doc. No. 124, 14 déc. 1979 [Art. 8]
Finlande/Egypte	5 mai 1980		1 ^{er} fév. 1982	Protection mutuelle des investissements	J.O. (Finland) 1982, p. 97 [Art. 7(b)]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
France/Corée	22 jan. 1975		22 jan. 1975	Encouragement et protection des investissements français en Corée	Kwanbo (Corée), No 6959, 28 jan. 1975, p.475 [Art. 2] J.O. France, 7 mai 1975, p.4629 [Art. 2]
France/Corée	28 déc. 1977		1 ^{er} fév. 1979	Encouragement et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 8168, 7 fév. 1979, p.1939 [Art. 4, Art. 5, Art. 6] J.O. (France), No 85, 11 avr. 1979, p.834 [Art. 4, Art. 5, Art. 6]
France/Egypte	22 déc. 1974	22 déc. 1974	1 ^{er} oct. 1975	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), 8 nov. 1975, p.11486 [Art. 7, Art. 8, Art. 9]
France/El Salvador	20 sept. 1978			Encouragement et protection réciproques des investissements	Sénat (France) Doc. No. 124, 14 déc. 1979 [Art. 8]
France/Indonésie	14 juin 1973	14 juin 1973	29 avril 1975	Encouragement et protection des investissements français en Indonésie	J.O. (France), No 177, 1 ^{er} août 1975, p.7820 [Art. 3, Art. 5]
France/Jordanie	23 fév. 1978		18 oct. 1979	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 258, 7 nov. 1979, p.2758 [Art. 8]
France/Liberia	23 mars 1979		22 jan. 1982	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 49, 27 fév. 1982, p.689 [Art. 7, Art. 8, Art. 9]
France/Malaisie	24 avril 1975		1 ^{er} sept. 1976	Garantie des investissements	J.O. (France), No 85, 10 avril 1977, p.2136 [Art. 5, Art. 6]
France/Maroc	15 juil. 1975		13 déc. 1976	Protection, encouragement, et garantie réciproques des investissements	J.O. (France), No 25, 30 jan. 1977, p.677 [Art. 10]
France/Maurice	22 mars 1973		1 ^{er} mars 1974	Protection des investissements	J.O. (France), No 118, 18 mai 1974, p. 5367 [Art. 9]
France/Paraguay	30 nov. 1978		11 déc. 1980	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 5, 7 jan. 1981, p.178 [Art. 8]
France/Roumanie	16 déc. 1976		1 ^{er} août 1978	Encouragement, protection et garantie réciproques des investissements	J.O. (France), No 24, 17 oct. 1978, p.3594 [Art. 7, Art. 8, Art. 10]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
France/Singapour	8 sept. 1975		18 oct. 1976	Encouragement et protection des investissements	J.O. (Singapour), No T3, 7 nov. 1975, p.17 [Art. 6, Art. 7(2)] J.O. (France) 12 déc. 1976, p.7150 [Art. 6, Art. 7(2)]
France/Soudan	31 juil. 1978		5 juil. 1980	Promotion et protection des investissements	J.O. (France), No 231, 3 oct. 1980, p.2295 [Art. 8, Art. 9]
France/Sri Lanka	10 avr. 1980		19 avr. 1982	Promotion et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 142, 20 juin 1982, p. 1950 [Art. 11(2), Art. 12]
France/Syrie	28 nov. 1977		1 ^{er} mars 1980	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 133, 8 juin 1980, p.1418 [Art. 8, Art. 9]
France/Tunisie	30 juin 1972		30 juin 1972	Protection des investissements	J.O. (France), No 253, 28 oct. 1972, p.11301 [Art. 2, Art. 3]
France/Yougoslavie	28 mars 1974		3 mars 1975	Protection des investissements	J.O. (Yougoslavie), No 4, 1975 [Art. 1, Art. 2, Art. 7] J.O. (France), No 110, 13 mai 1975, p.4813 [Art. 1, Art. 2, Art. 7]
France/Zaïre	5 oct. 1972		1 ^{er} mars 1975	Protection des investissements	J.O. (France), No 215, 16 sept. 1975, p.9507 [Art. 9]
Gabon/Italie	18 nov. 1968			Protection et promotion des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Gabon/Roumanie	11 avr. 1979		5 déc. 1979	Encouragement, promotion et garantie des investissements	J.O. (Roumanie), No 97, 8 déc. 1979 [Art. 5]
Indonésie/Belgique	15 jan. 1970	15 jan. 1970	17 juin 1972	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 168, 31 août 1972, p.9449 [Art. 10]
Indonésie/France	14 juin 1973	14 juin 1973	29 avril 1975	Encouragement et protection des investissements français en Indonésie	J.O. (France), No 177, 1 ^{er} août 1975, p.7820 [Art. 3, Art. 5]
Indonésie/Pays-Bas	7 juil. 1968	7 juil. 1968	17 juil. 1971	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 88, 1968 [Art. 11, Protocole]
Indonésie/Royaume-Uni	27 avr. 1976		24 mars 1977	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 62, (1977) CMD 6858 [Art. 7]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Israël/Allemagne	24 juin 1976			Encouragement et protection réciproques des investissements	B.G.B. (Allemagne) 1978-II-No 10, p.209 [Art. 10(8)]
Italie/Côte d'Ivoire	23 juil. 1969			Protéger et favoriser les investissements de capitaux	J.O. (Cote d'Ivoire), No 42, 23 sept. 1971, p.1389 [Art. 7]
Italie/Gabon	18 nov. 1968			Protection et promotion des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Italie/Roumanie	14 jan. 1977		6 mars 1979	Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Italie) 10 jan. 1979 [Art. 4]
Italie/Tchad	11 juin 1969			Protection et promotion des investissements de capitaux	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Japon/Egypte	28 jan. 1977		14 jan. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (Egypte), No 6, 9 fév. 1978 [Art. 11] J.O. (Japon) (Extraordinaire), No 1, 10 jan. 1978 [Art. 11]
Jordanie/France	23 fév. 1978		18 oct. 1979	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 258, 7 nov. 1979, p.2758 [Art. 8]
Jordanie/Royaume-Uni	10 oct. 1979		4 avr. 1980	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.) No 52 (1980) CMD 7945 [Art. 6]
Kenya/Pays-Bas	11 sept. 1970		11 juin 1979	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 166, 1970 [Art. 11]
Lesotho/Royaume Uni	18 fév. 1981		18 fév. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 31, (1981), CMD 8246 [Art. 8]
Liberia/France	23 mars 1979		22 jan. 1982	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 49, 27 fév. 1982, p.689 [Art. 7, Art. 8, Art. 9]
Liberia/Yougoslavie	3 juin 1977				
Malaisie/France	24 avril 1975		1 ^{er} sept. 1976	Garantie des investissements	J.O. (France), No 85, 10 avril 1977, p.213 [Art. 5, Art. 6]
Malaisie/Pays-Bas	15 juin 1971		13 sept. 1972	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 11, 1971 [Art. 11]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Malaisie/Royaume-Uni	21 mai 1981			Promotion et protection des investissements	U.K. Doc.-Malaysia, No 1 (1981), CMD 8269 [Art. 7]
Malaisie/Suède	3 mars 1979			Protection mutuelle des investissements	S. Ö. (Suède) 1979:17 [Art. 6]
Malaisie/Union économique belgo-luxembourgeoise	22 nov. 1979		2 fév. 1982	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), 30 mars 1982, p.3595 [Art. 10]
Maroc/France	15 juil. 1975		13 déc. 1976	Protection, encouragement, et garantie réciproques des investissements	J.O. (France), No 25, 30 jan. 1977, p.677 [Art. 10]
Maroc/Pays-Bas	23 déc. 1971	23 déc. 1971	27 juil. 1978	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 14, 1972 [Art. 13]
Maurice/France	22 mars 1973		1 ^{er} mars 1974	Promotion des investissements	J.O. (France), No. 118, 18 mai 1974, p.5367 [Art. 9]
Ouganda/Pays-Bas	24 avril 1970			Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 87, 1970 [Art. 12]
Pakistan/Roumanie	21 jan. 1978		31 oct. 1978	Protection, encouragement et garantie réciproques des investissements de capitaux	J.O. (Roumanie), No 104, 16 nov. 1978 [Art. 4]
Pakistan/Suède	12 mars 1981			Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suède) 1981:8 [Art. 7]
Papouasie Nouvelle-Guinée/Allemagne	12 nov. 1980			Encouragement et protection réciproques des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 10]
Papouasie Nouvelle-Guinée/Royaume Uni	14 mai 1981		22 déc. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des Traités (R.U.), No 15. (1982) CMD 8506 [Art. 8]
Paraguay/France	30 nov. 1978		11 déc. 1980	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. France), No 5, 7 jan. 1981, p.178 [Art. 8]
Paraguay/Royaume-Uni	4 juin 1981			Promotion et protection des investissements	U.K. Doc.-Paraguay, No 1 (1981) CMD 8329 [Art. 8]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Pays-Bas/Cameroun	26 fév. 1971 12 mars 1971		23 juin 1973	Echange de lettres, complément à l'Accord de 6 juillet 1965, sur la coopération économique et technique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 108, 1971, p.2 [Art. 6 ter]
Pays-Bas/Corée	16 oct. 1974		1 ^{er} juil. 1975	Promotion des investissements	Kwanbo (Corée), No 7062, 2 juin 1975, p.3833 [Art. 6] Tractatenblad (Pays-Bas), No 22D, 1974 [Art. 6]
Pays-Bas/Côte d'Ivoire	31 déc. 1971			Protocole additionnel à l'Accord de 26 avril 1965, sur la coopération économique et technique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 21, 1972 [Art. 21]
Pays-Bas/Egypte	30 oct. 1976		1 ^{er} jan. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	Tractatenblad (Pays-Bas), No 9, 1977 [Art. 6]
Pays-Bas/Indonésie	7 juil. 1968	7 juil. 1968	17 juil. 1971	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 88, 1968 [Art. 11, Protocole]
Pays-Bas/Kenya	11 sept. 1970		16 juin 1979	Coopération économique	Tractatenblad (Pas-Bas), No 166, 1970 [Art. 11]
Pays-Bas/Malaisie	15 juin 1971		13 sept. 1972	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 152, 1971 [Art. 12]
Pays-Bas/Maroc	23 déc. 1971	23 déc. 1971	27 juil. 1978	Coopération économique	Tractatenblad (Pays-Bas), No 14, 1972 [Art. 13]
Pays-Bas/Ouganda	24 avril 1970			Coopération économique	Tractatenblad (Pas-Bas), No 87, 1970 [Art. 12]
Pays-Bas/Sénégal	3 août 1979		5 mai 1981	Promotion et protection des investissements	Tractatenblad (Netherlands), No 132, 1979 [Art. 10]
Pays-Bas/Singapour	16 mai 1972		7 sept. 1973	Coopération économique	J.O. (Singapour), No T2, 21 sept. 1973 [Art. 11] Tractatenblad (Pas-Bas), No 124, 1972 [Art. 11]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Pays-Bas/Tunisie	26 avril 1971 16 juil. 1971		6 juil. 1972	Echange de lettres, complément à la Convention de 23 mai 1963, relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens	Tractatenblad (Pays-Bas), No 156, 1971, p.2 [Art. 3 <i>ter</i>]
Pays-Bas/Yougoslavie	16 fév. 1976		1 ^{er} avr. 1977	Protection des investissements	Tractatenblad (Pays-Bas), No 40, 1976; No 36, 23 fév. 1977 [Art. 6]
Philippines/Royaume-Uni	3 déc. 1980		2 jan. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 7, (1981) CMD 8148 [Art. 10]
Roumanie/Allemagne	12 oct. 1979		10 jan. 1981	Encouragement et protection réciproques des investissements	B.G.B. (Allemagne) 1980-II, p. 1157 [Art. 3] J.O. (Roumanie) No 84, 17 oct. 1980, p. 9449 [Art. 3]
Roumanie/Autriche	30 sept. 1976		8 nov. 1977	Promotion, protection et garantie réciproques des investissements	B.G.B. (Autriche) 162, No 553, p.3543, 25 nov 1977 [Art. 5]
Roumanie/Cameroun	30 août 1980			Garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 19, 27 mars 1981, p.5 [Art. 5]
Roumanie/Danemark	12 nov. 1980			Promotion et garantie mutuelle des investissements	Lovtidende Afd. C. (Danemark), No 68, 13 juil. 1981, p.385 [Art. 4]
Roumanie/Egypte	10 mai 1976		22 jan. 1977	Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 93, 4 nov. 1976 [Art. 3]
Roumanie/France	16 déc. 1976		1 ^{er} août 1978	Encouragement, protection et garantie réciproques des investissements	J.O. (France), No 243, 17 oct. 1978, p.3594 [Art. 7, Art. 8, Art. 9, Art. 10]
Roumanie/Gabon	11 avr. 1979		5 déc. 1979	Encouragement, promotion et garantie des investissements	J.O. (Roumanie), No 97, 8 déc. 1979 [Art. 5]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Roumanie/Italie	14 jan. 1977		6 mars 1979	Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Italie) 10 jan. 1979 [Art. 4]
Roumanie/Pakistan	21 jan. 1978		31 oct. 1978	Protection, encouragement et garantie réciproques des investissements de capitaux	J.O. (Roumanie), No 104, 16 nov. 1978 [Art. 4]
Roumanie/Royaume-Uni	19 mars 1976		22 nov. 1976	Promotion et protection réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 70, 14 juil. 1976 [Art. 4] Publ. du R.U. (Roumanie), No 2, (1976) CMD 6500 [Art. 4]
Roumanie/Sénégal	19 juin 1980			Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 84, 17 oct. 1980 [Art. 4]
Roumanie/Soudan	8 déc. 1978		5 déc. 1979	Promotion et garantie réciproques des investissements de capitaux	J.O. (Roumanie), No 97, 8 déc. 1979, p.52 [Art. 4]
Roumanie/Sri Lanka	9 fév. 1981			Promotion et garantie mutuelles des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Roumanie/Union économique belgo-luxembourgeoise	8 mai 1978		1 ^{er} mai 1980	Promotion, protection et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 19, 5 mars 1979 [Art. 7]
Royaume-Uni/Bangladesh	19 juin 1980		19 juin 1980	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 73 (1980) CMD 8013 [Art. 8]
Royaume-Uni/Corée	4 mars 1976		4 mars 1976	Promotion et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 7290, 8 mars 1976, p.1885 [Art. 8] Recueil des traités (R.U.), No 45 (1976) CMD 6510 [Art. 8]
Royaume-Uni/Egypte	11 juin 1975	11 juin 1975	24 fév. 1976	Promotion et protection des investissements	Publ. du R.U. (Egypte), No 3 (1975) CMD 6141 [Art. 8]
Royaume-Uni/Indonésie	27 avr. 1976		24 mars 1977	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 62 (1977) CMD 6858 [Art. 7]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Royaume-Uni/Jordanie	10 oct. 1979		4 avr. 1980	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No. 52, (1980) CMD 7945 [Art. 6]
Royaume-Uni/Lesotho	18 fév. 1981		18 fév. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 31, (1981), CMD 8246 [Art. 8]
Royaume-Uni/Malaisie	21 mai 1981			Promotion et protection des investissements	U.K. Doc.-Malaysia, No 1 (1981), CMD 8269 [Art. 7]
Royaume-Uni/Papouasie Nouvelle-Guinée	14 mai 1981		22 déc. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 15, (1982) CMD 8506 [Art. 8]
Royaume-Uni/Paraguay	4 juin 1981			Promotion et protection des investissements	U.K. Doc.-Paraguay, No 1 (1981), CMD 8329 [Art. 8]
Royaume-Uni/Philippines	3 déc. 1980		2 jan. 1981	Promotion et protection des investissements	Recueil des traités (R.U.), No 7, (1981) CMD 8148 [Art. 10]
Royaume-Uni/Roumanie	19 mars 1976		22 nov. 1976	Promotion et protection réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 70, 14 juil. 1976 [Art. 4] Publ. du R.U. (Roumanie), No. 2, (1976) CMD 6500 [Art. 4]
Royaume-Uni/Senegal	7 mai 1980			Promotion et protection des investissements	Publ. du R.U. (Senegal), No. 1 (1980) CMD 8079 [Art. 8]
Royaume-Uni/Singapour	22 juil. 1975		22 juil. 1975	Promotion et protection des investissements	J.O. (Singapour) No T2, 26 sept. 1975 [Art. 8] Recueil des traités (R.U.), No 151, (1975) CMD 6300 [Art. 8]
Royaume-Uni/Sri Lanka	13 fév. 1980		18 déc. 1980	Promotion et protection des investissements	Publ. du R.U. (Sri Lanka) No 1 (1980) CMD 7984 [Art. 8]
Sénégal/Pays-Bas	3 août 1979		5 mai 1981	Promotion of protection des investissements	Tractatenblad (Netherlands), No 132, 1979 [Art. 10]

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Singapour/France	8 sept. 1975		18 oct. 1976	Encouragement et protection des investissements	J.O. (Singapour), No T3, 7 nov. 1975, p.17 [Art. 6, Art. 7(2)] J.O. (France) 12 déc. 1976, p.7150 [Art. 6, Art. 7(2)]
Singapour/Pays-Bas	16 mai 1972		7 sept. 1973	Coopération économique	J.O. (Singapour), No T2, 21 sept. 1973 [Art. 11] Tractatenblad (Pays-Bas), No 124, 1972 [Art. 11]
Singapour/Royaume-Uni	22 juil. 1975		22 juil. 1975	Promotion et protection des investissements	J.O. (Singapour), No T2, 26 sept. 1975 [Art. 8] Recueil des traités (R.U.), No 151, (1975) CMD 6300 [Art. 8]
Singapour/Sri Lanka	9 mai 1980		9 mai 1980	Promotion et protection des investissements	J.O. (Singapour), No 2, 28 nov. 1980 [Art. 10]
Singapour/Union économique belgo-luxembourgeoise	17 nov. 1978		27 nov. 1980	Promotion et protection des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 47, 10 mars 1981, p.2722 [Art. 7(2), Art. 9] J.O. (Singapour), No 1, 16 jan. 1981 [Art. 7(2), Art. 9]
Soudan/France	31 juil. 1978		5 juil. 1980	Promotion et protection des investissements	J.O. (France), No 231, 3 oct. 1980, p.2295 [Art. 8, Art. 9]
Soudan/Roumanie	8 déc. 1978		5 déc. 1979	Promotion et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 97, 8 déc. 1979, p.52 [Art. 4]
Sri Lanka/Corée	28 mars 1980			Promotion et protection des investissements	Kwanbo (Corée), No 8692, 24 juil. 1980, p.1003 [Art. 10]
Sri Lanka/France	10 avr. 1980		19 avr. 1982	Promotion et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 142, 20 juin 1982, p.1950 [Art. 11, Art. 12]
Sri Lanka/Roumanie	9 fév. 1981			Promotion et garantie mutuelles des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Sri Lanka/Royaume-Uni	13 fév. 1980		18 déc. 1980	Promotion et protection des investissements	Publ. du R.U. (Sri Lanka), No 1 (1980) CMD 798 [Art. 8]

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Référence	
	Signature	Application provisoire			Entrée en vigueur
Sri Lanka/Singapour	9 mai 1980		9 mai 1980	Promotion et protection des investissements	J.O. (Singapour), No 2, 28 nov. 1980 [Art. 10]
Sri Lanka/Suisse	23 sept. 1981			Promotion et protection mutuelle des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 9]
Suède/Egypte	15 juil. 1978		15 juil. 1978	Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suède), 1979:1 [Art. 6]
Suède/Malaisie	3 mars 1979			Protection mutuelle des investissements	S. Ö. (Suède) 1979:17 [Art. 6]
Suède/Pakistan	12 mars 1981			Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suède) 1981:8 [Art. 7]
Suède/Yougoslavie	10 nov. 1978		21 nov. 1979	Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suède) 1979:29 [Art. 6, Art. 7(1)]
Suisse/Sri Lanka	23 sept. 1981			Promotion et protection mutuelle des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 9]
Syrie/France	28 nov. 1978		1 ^{er} mars 1980	Encouragement et protection réciproques des investissements	J.O. (France), No 133, 6 juin 1980, p.1418 [Art. 8, Art. 9]
Tchad/Italie	11 juin 1969			Protection et promotion des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 7]
Tunisie/France	30 juin 1972		30 juin 1972	Protection des investissements	J.O. (France), No. 253, 28 oct. 1972, p.11301 [Art. 2, Art. 3]
Tunisie/Pays-Bas	26 avril 1971 16 juil. 1971		6 juil. 1972	Echange de lettres, complément à la Convention de 23 mai 1963, relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens	Tractatenblad (Pays-Bas), No 156, 1971, p.2 [Art. 3 ter]
Union économique belgo-luxembourgeoise/ Bangladesh	22 mai 1981			Promotion et protection des investissements	(pas encore paru dans le J.O.) [Art. 6, Art. 8]
Union économique belgo-luxembourgeoise/ Maroc	27 mars 1980		1 ^{er} nov. 1981	Promotion et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 24, 5 feb. 1982, p.961 [Art. 10]

Parties contractantes	Dates			Titre abrégé du traité	Référence
	Signature	Application provisoire	Entrée en vigueur		
Union économique belgo-luxembourgeoise/Corée	20 déc. 1974	20 déc. 1974	3 sept. 1976	Encouragement et protection réciproques des investissements	Kwanbo (Corée), No 7455, 22 sept. 1976, p.2429 [Art. 8] Moniteur Belge (Belgique) 24 sept. 1976, p.12018 [Art. 8]
Union économique belgo-luxembourgeoise/Egypte	28 fév. 1977	28 fév. 1977	20 sept. 1978	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 23, 2 déc. 1978, p.14902 [Art. 9]
Union économique belgo-luxembourgeoise/Malaisie	22 nov. 1979		2 fév. 1982	Encouragement et protection réciproques des investissements	Moniteur Belge (Belgique) 30 mars 1982, p.3595 [Art. 10]
Union économique belgo-luxembourgeoise/Roumanie	8 mai 1978		1 ^{er} mai 1980	Promotion, protection et garantie réciproques des investissements	J.O. (Roumanie), No 19, 5 mars 1979 [Art. 7]
Union économique belgo-luxembourgeoise/Singapour	17 nov. 1978		27 nov. 1980	Promotion et protection des investissements	Moniteur Belge (Belgique), No 47, 10 mars 1981, p.2722 [Art. 7(2), Art. 9] J.O. (Singapour), No 1, 16 jan. 1981 [Art. 7(2), Art. 9]
Yougoslavie/Egypte	3 juin 1977			Protection des investissements	J.O. (Yougoslavie), No 3, 1978 [Art. 8]
Yougoslavie/France	28 mars 1974		3 mars 1975	Protection des investissements	J.O. (Yougoslavie), No 4, 1975 [Art. 2, Art. 7] J.O. (France), No 110, 13 mai 1975, p.4813 [Art. 1, Art. 2, Art. 7]
Yougoslavie/Pays-Bas	16 fév. 1976		1 ^{er} avril 1977	Protection des investissements	Tractatenblad (Pays-Bas), No 40, 1976; No 36, 23 fév. 1977 [Art. 6]
Yougoslavie/Liberia	3 juin 1977				
Yougoslavie/Suède	10 nov. 1978		21 nov. 1979	Protection mutuelle des investissements	S.Ö. (Suède) 1979:29 [Art. 6, Art. 7(1)]
Zaïre/France	5 oct. 1972		1 ^{er} mars 1975	Protection des investissements	J.O. (France), No 215, 16 sept. 1975, p.9507 [Art. 9]

Partie II: Dispositions relatives au CIRDI dans les lois nationales relatives aux investissements

Pays	Titre	Date	Référence
Congo, République populaire du	Ordonnance no 11/73 du 26 avril 1973 portant code des investissements	26 avril 1973	J.O. (Congo) 1 ^{er} mai 1973 [Art. 47]
Egypte, République arabe d'	Loi no 43 de 1974 sur l'investissement de fonds arabes et étrangers et les zones franches	19 juin 1974	J.O. (Egypte) 27 juin 1974, No 26 [Art. 8]
	Décret no 375 de 1977 concernant les règlements relatifs à la loi sur l'investissement de fonds arabes et étrangers et les zones franches	1977	J.O. (Egypte) [Art. 45]
Ghana	Loi 437 du 11 août 1981, portant le Code des Investissements, 1981	11 août 1981	[Art. 17]
Haute-Volta	Ordonnance no 78/010 du 3 mars 1978, portant code des investissements en République de Haute-Volta	3 mars 1978	J.O. (Haute-Volta) 23 mars 1978 [Art. 20]
Madagascar	Ordonnance no 73-057 portant code des investissements	19 sept. 1973	J.O. (Madagascar) 21 sept. 1973, p.3022 [Préambule]
Niger	Loi no 74-18 du 11 mars 1974 portant modification des lois 68-24 du 31 juillet 1968 et 71-2 du 29 janvier 1971, sur le régime des investissements au Niger	11 mars 1974	J.O. (Niger) 15 mars 1974 [Art. 27]
Sénégal	Loi no 74-06 du 22 avril 1974 portant statut de la zone franche industrielle de Dakar	22 avril 1974	J.O. (Sénégal) 18 mai 1974, No 4356, pp.740-745 [Art. 31]
Soudan	Loi de 1980 sur l'encouragement des investissements, décret provisionnel	26 avril 1980	[Art. 32]
Sri Lanka	Loi no 4 de 1978 concernant la Commission économique du Greater Colombo	31 jan. 1978	J.O. (Sri Lanka) [Art. 26]
Tunisie	Loi no 81-56 du 23 juin 1981 portant encouragement des investissements industriels et décentralisation industrielle	23 juin 1981	J.O. (Tunisie), 26 juin 1981 [Art. 25]

Résolutions du Conseil administratif

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le Conseil administratif au cours de sa quinzième session annuelle le 1er octobre 1981:

AC(15)/RES/48—APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL

Le Conseil administratif

DECIDE

D'approuver le quinzième rapport annuel sur les activités du Centre, tel qu'il figure dans le texte joint au document AC/81/3.

AC(15)/RES/49—ADOPTION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 1981

Le Conseil administratif

DECIDE

D'adopter, pour la période allant du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982, le budget figurant au paragraphe 2 du document AC/81/1.

Etats financiers

Montants exprimés en dollars EU

Variations du solde du fonds

	Pour l'exercice clos le 30 juin	
	1982	1981
Contribution de services apportée au Centre par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	\$238.268	\$217.084
Acomptes versés au Centre par les parties à des procédures d'arbitrage	80.000	50.000
Dépenses effectuées pour le compte du Centre par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	(238.268)	(217.084)
Décaissements effectués par le Centre pour financer honoraires et dépenses au titre de procédures d'arbitrage	(21.502)	(44.114)
Remboursement d'acomptes à des parties à des procédures d'arbitrage	—	(20.827)
Excès de (recettes sur décaissements) décaissements sur recettes émanant de parties à des procédures d'arbitrage	(56.498)	14.941
Variation du solde du fonds	<u>\$ —</u>	<u>\$ —</u>

Composition du solde du fonds

	30 juin 1982	30 juin 1981
Banque	\$ 62.998	\$ —
Tiers débiteurs (parties à des procédures d'arbitrage)	<u>\$ 62.998</u>	<u>\$ —</u>
Acomptes de parties à des procédures d'arbitrage	(58.498)	—
Dû à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	<u>(4.500)</u>	<u>—</u>
Solde du fonds	<u>\$ —</u>	<u>\$ —</u>

Note aux états financiers

30 juin 1982 et 30 juin 1981

Le Mémorandum sur les arrangements administratifs conclu entre le Centre et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque), qui est entré en vigueur le 14 octobre 1966, stipule *inter alia* que, sauf dans la mesure où le Centre peut s'être fait rembourser par les parties à des procédures les honoraires et frais des membres des commissions de conciliation, des tribunaux arbitraux ou des comités d'arbitres, la Banque fournira gratuitement les services, locaux et matériels suivants:

- 1) les services de membres du personnel et de consultants;
- 2) d'autres services administratifs, locaux et matériels, tels que déplacements, communications, bureaux, mobilier, équipement, fournitures et impression.

Annexe 6 (suite)

Le Centre n'a pas de sources propres de recettes. Les dépenses indiquées pour le compte du Centre représentent la valeur des services fournis par la Banque et ne recouvrent que les montants identifiés par celle-ci comme se rapportant directement au Centre; elles ne comprennent donc aucuns frais indirects ou généraux. Les contributions indiquées — \$238.268 dollars en 1982 et \$217.084 dollars en 1981 — représentent la valeur des services fournis par la Banque, diminuée des remboursements effectués par le Centre sur le produit de la vente de ses publications et des droits d'enregistrement. Les dépenses engagées par la Banque pour le compte du Centre se présentent comme suit:

	Pour l'exercice clos le 30 juin	
	1982	1981
Services du personnel	\$159.229	\$133.330
Honoraires de consultants	—	7.500
Services contractuels, déplacements, communications, divers ..	43.226	57.255
Imprimerie	40.357	24.889
	<u>\$242.812</u>	<u>\$222.974</u>
Moins: Remboursements effectués par le Centre sur la vente de ses publications et les droits d'enregistrement	4.544	5.890
Total	<u>\$238.268</u>	<u>\$217.084</u>

Les dépenses du Centre qui peuvent être attribuées à des procédures d'arbitrage sont à la charge des parties, conformément au Règlement administratif et financier. En vertu de ce Règlement, le Secrétaire général invite les parties à effectuer des acomptes périodiquement afin de couvrir ces dépenses. Les soldes de trésorerie qui apparaissent dans la composition du solde du fonds représentent les acomptes versés par les parties à des procédures et les montants dus à la Banque.

Les états ci-joints des recettes et dépenses du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements sont une traduction française de la version anglaise. Les états financiers, en leur version anglaise, ont été examinés par les comptables dépendants du Centre, Price Waterhouse & Co. Leurs conclusions sur les états financiers figurent dans la version anglaise du rapport annuel.

Publications du CIRDI

Travaux préparatoires de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (4 volumes, anglais, espagnol et français)

- CIRDI/2 Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/3/Rev.43 Liste des Etats contractants et autres signataires de la Convention
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/4/Rev.1 Règlements
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/5/Rev.1 Clauses modèles de consentement à la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/7/Rev.4 Publications du CIRDI
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/8/Rev.8 Liste des Etats contractants et des mesures qu'ils ont prises en vertu de la Convention
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/9/Rev.6 Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/10/Rev.2 Liste de conciliateurs et d'arbitres
(anglais, français)
- CIRDI/11/Rev.1 Mécanisme supplémentaire pour l'administration de procédures de conciliation, d'arbitrage et de constatation des faits
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/12 Brochure d'information sur le Centre
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/13 Liste de publications concernant le CIRDI
(anglais)

CIRDI

SIEGE:

1818 H Street, N.W.
Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Téléphone: (202) 477-1234

Adresse télégraphique: ICSID

